

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1286

19 mai 2015

SOMMAIRE

13 C 4 S.A.	61683	L.A. Productions	61688
3 PH S.A.	61688	LAWRENCE CAPITAL CoopS.A.,SPF ...	61700
AIM Services S.à r.l.	61688	Locafer S.A.	61683
Amarante SPF S.A.	61684	Merlin UK Property Venture 2 S.à r.l.	61683
Amcoll	61691	Metec S.A.	61704
Ana Holding S.A., SPF	61684	M.I.3. S.A.	61682
ARA Shipping S.A.	61682	Mineral Assets Corporation S.A.	61728
Azul Holding S.C.A.	61686	Nordpneus S.A.	61687
BFF Lux Holdings S.à r.l.	61713	Pan-European Logistics Venture	61728
Bull Fund	61682	QLux Aviation S.à r.l.	61712
Château Sarasin S.A.	61686	Richelieu Fd	61687
Citi Umbrella Sicav	61686	RZ Holding S.A.	61724
Finola S.A.	61690	Savoia S.à.r.l.	61725
Frontier S.A.	61689	Siro	61689
Goodman European Business Park Fund (Lux) S.à r.l.	61689	Sofidra S.A.	61685
Grand International S.à r.l.	61690	SOLIFIN (Luxembourg) S.A.	61699
Günter Schlag s.à r.l.	61690	SP Holding S.à r.l.	61691
GVM Debentures Lux 1 S.A.	61690	SP Holding S.à r.l.	61698
HEVAF LS 17 S.à r.l.	61700	SP Holdings S.à r.l.	61698
HEVAF Master C S.à r.l.	61700	Swiss Life Funds (Lux)	61724
I.27 Livange Le Grenier	61683	The Enterprise Expansion Fund	61685
I. 28 Wickrange «Am Park» s.à r.l.	61688	Top Collection (SPF) S.A.	61684
I.34 Niedercorn S.à r.l.	61684	UMD United Medical Divisions SARL ...	61703
immoDena s.à r.l.	61689	Vahina	61685
Kunstkammer Corporation S.à r.l.	61687	Venturi S.A.	61691

ARA Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 167.193.

Sie werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Aktionäre von ARA Shipping S.A., welche am *04.Juni 2015* um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Verlesung der Jahresberichte zum 31. Dezember 2014 des Verwaltungsrates sowie des Aufsichtskommissars;
2. Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 2014;
3. Beschlussfassung über das Jahresergebnis;
4. Entlastung für die Verwaltungsratsmitglieder und den Aufsichtskommissar ;
5. Verschiedenes.

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates

Référence de publication: 2015070531/17.

Bull Fund, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 91.846.

The audited annual accounts as at 31 December 2014 being available, the Liquidator calls a

GENERAL MEETING

as of *4 June 2015* at 10:00 a.m. at the Fund's registered office, and asks the Shareholders to deliberate upon the following agenda:

Agenda:

- a. Approve the audited annual accounts as at 31 December 2014;
- b. Carry forward the result of the financial year ended on 31 December 2014;
- c. Release from their duties and give discharge to the outgoing Board of Directors for the financial year ended on 31 December 2014;

Proxies are available at the registered office of the Fund. The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Fund Domiciliation Services (ifs.fds@bd.lu) at least 5 calendar days before the Meeting.

The Liquidator

Référence de publication: 2015073077/755/18.

M.I.3. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 163.536.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 9 Mars 2015

Suite au décès de Monsieur Charles BAUR le 2 janvier 2015, le Conseil d'Administration désigne à l'unanimité provisoirement en qualité de nouvel administrateur la société COFIR, ayant son siège social Avenue du Congo, 7, B-1000 BRUXELLES, représentée par Monsieur Christian HAAS, avec adresse au 1, rue de la Faisanderie, F-75116 PARIS, pour une période venant à échéance à l'issue de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration nomme à l'unanimité aux fonctions de Président du Conseil d'Administration la société COFIR, ayant son siège social Avenue du Congo, 7, B-1000 BRUXELLES, représentée par Monsieur Christian HAAS, avec adresse au 1, rue de la Faisanderie, F-75116 PARIS, pour une période venant à échéance à l'issue de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015049978/19.

(150057102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Merlin UK Property Venture 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 142.339.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049341/9.

(150056888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

I.27 Livange Le Grenier, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 103.332.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.27 LIVANGE LE GRENIER

Signature

Référence de publication: 2015049233/11.

(150056794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Locafer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 9.595.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *9 juin 2015* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015073116/534/16.

13 C 4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 176.252.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 juin 2015* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014 ;c
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015069122/10/18.

Top Collection (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 88.332.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

Stéphanie Paché.

Référence de publication: 2015049549/10.

(150056226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

I.34 Niedercorn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 46.348.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.34 NIEDERCORN S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015049237/11.

(150056879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Amarante SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 33.893.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *11 juin 2015* à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2014.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015042106/1032/15.

Ana Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 75.064.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 juin 2015* à 10.00 heures au siège social à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015073141/755/18.

The Enterprise Expansion Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 184.554.

Herr Martin Mainz ist mit Wirkung zum 13. Dezember 2014 von seinem Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates zurückgetreten.

Herr Wilhelm Johannes Elmar Icke, Berufsanschrift: Kämmergasse 22, 50676 Köln, Deutschland wurde mit Wirkung zum 19. März 2015 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2021 zum Verwaltungsratsmitglied ernannt.

Herr Michael Wancata, Berufsanschrift: Strauchgasse 3, 1011 Wien, Österreich wurde mit Wirkung zum 19. März 2015 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2021 zum Verwaltungsratsmitglied ernannt.

Luxemburg.

Référence de publication: 2015049532/16.

(150056307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Vahina, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 78.166.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 9 juin 2015 à 13.30 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012, au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015073151/534/18.

Sofidra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 34-36, Parc d'Activités Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 73.723.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 juin 2015 à 11:30 au 34-36, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capellen, Grand Duché de Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation des rapports de vérification du commissaire pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2014 ;
2. Présentation et approbation des comptes annuels statutaires et consolidés au 31 décembre 2014 ;
3. Affectation du résultat ;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire ;
5. Elections statutaires ;
6. Procuration générale pour l'émission de garanties par Sofidra SA ;
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015067453/20.

Château Sarasin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 111.905.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 18 mars 2015

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet au 16/03/2015.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Signature

Signataire autorisé

Référence de publication: 2015049076/13.

(150056751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Azul Holding S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 131.319.

—
Il résulte des décisions du conseil de gérance en date du 27 mars 2015, de la société Azul Management S.à r.l., agissant en qualité d'associé commandité de la société Azul Holding S.C.A., que Mr Andrew Howlett-Bolton, né le 16 avril 1980 à Reading, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 4^{ème} étage, L-1653, Luxembourg, a été nommé comme représentant permanent de la société Azul Management S.à r.l. à compter du 27 mars 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Azul Holding S.C.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015049635/15.

(150057837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Citi Umbrella Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 112.546.

—
Having taken note of the fact that the annual general meeting of shareholders of 18 May 2015 could not validly be held, you are hereby invited to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company to be held at the registered office of the Company before notary Ms. Cosita Delvaux on 18 June 2015 at 2.00 pm with the following agenda:

Agenda:

Amendment of article 1 of the articles of incorporation of the Company so as to change the name of the Company from CITI UMBRELLA SICAV to MACS SICAV.

No quorum for the items of the agenda is required and the passing of the resolution requires the consent of two thirds of the expressed votes.

Shareholders wishing to participate at the General Meeting must confirm their attendance not later than 17 June 2015 by 12.00 p.m. (Luxembourg time).

Shareholders may vote in person or by proxy.

Shareholders who are not able to attend this extraordinary general meeting are kindly requested to execute the enclosed proxy form and return it to Mr. Olivier LANSAC or Ms Carole BÉNINGER by facsimile at the following number: +352 45 14 14 439 and by mail to registered office at 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

The proxy shall remain valid for the reconvened extraordinary general meeting if the quorum required by Luxembourg law is not reached at the first extraordinary general meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015073183/755/25.

Nordpneus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op der Schmëtt.
R.C.S. Luxembourg B 92.106.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2015.
Maître Léonie GRETHEN
Notaire

Référence de publication: 2015049395/12.

(150056527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Kunstkammer Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.607.883,15.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 149.770.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la société tenue au siège social le 16 mars 2015

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 16 mars 2015.
Pour mandat
Signatures
L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015049923/15.

(150057683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Richelieu Fd, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 57.138.

Nous avons l'honneur de vous convier à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE

des actionnaires de la Société (l'Assemblée) qui se tiendra au siège social le 4 juin 2015 à 11h00 (heure de Luxembourg) avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Prise de connaissance du rapport d'activité du conseil d'administration et du rapport du réviseur d'entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et de l'affectation des résultats
3. Dividende
4. Décharge à donner aux administrateurs
5. Nominations statutaires
6. Divers

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum et sont adoptées à la simple majorité des voix exprimées à l'Assemblée. Des procurations sont disponibles au siège social de la Société.

Par délégation d'European Fund Administration agissant en tant que dépositaire au sens prévu par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation et à la tenue du registre des actions au porteur (la Loi de 2014), les détenteurs d'actions au porteur souhaitant participer à l'Assemblée sont tenus d'immobiliser leurs actions cinq jours ouvrables avant l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg (KBL) permettant ainsi l'inscription de leurs actions dans le registre des actions au porteur.

Les droits afférents aux actions au porteur ne pourront être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès de KBL conformément à la Loi de 2014.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015073165/755/27.

L.A. Productions, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 12, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 56.744.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2015049633/10.

(150057167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

I. 28 Wickrange «Am Park» s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 138.611.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I. 28 WICKRANGE «AM PARK» s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015049234/11.

(150056793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

AIM Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.
R.C.S. Luxembourg B 74.676.

Extrait rectificatif concernant la modification déposée le 31 mars 2015 sous la référence L150056586

Le présent document est établi en vue de corriger les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. En effet, une erreur s'est produite lors du dépôt enregistré en date du 31 mars 2015 sous la référence L150056586

La date des résolutions prises par les associés de la Société est le 24 mars 2015 et non le 24 mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

AIM Services S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015049644/17.

(150057419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

3 PH S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 86.564.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 30 mars 2015

Monsieur ROSSI Jacopo, Mademoiselle RINALDI Mariagrazia et Monsieur BONAMIGO Mario sont renommés administrateurs pour une nouvelle période d'un an. A3T S.A. est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Pour extrait sincère et conforme

3 PH S.A.

Jacopo ROSSI / Mariagrazia RINALDI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015049595/16.

(150056831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Siro, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 130.512.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049513/9.

(150056917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

immoDena s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3874 Schifflange, 58, rue Michel Rasquin.
R.C.S. Luxembourg B 177.356.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PROCOMPTA-LUX SARL

Signature

Référence de publication: 2015049622/11.

(150057723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Frontier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 136.011.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 18 mars 2015

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet au 16/03/2015.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Signature

Signataire autorisé

Référence de publication: 2015049166/13.

(150057019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Goodman European Business Park Fund (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.025,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 94.572.

Extrait des résolutions en date du 1^{er} avril 2015:

1. Il est mis fin en date du 1^{er} avril 2015 au mandat des gérants à savoir:

M. Mohamed Al Qubaisi

M. John Patrick MacCarthy

- Le conseil de Gérance se compose comme suit:

M. Dominique Prince

M. Philippe Van der Beken

M. Alistair Dryer

M. Eudes Berthelot

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Christina Mouradian

Mandataire

Référence de publication: 2015049835/20.

(150057818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Finola S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 162.685.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Référence de publication: 2015049824/10.

(150057462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Günter Schlag s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Längten.
R.C.S. Luxembourg B 61.526.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG & MALDENER S.A.R.L.

EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE

31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER

Signature

Référence de publication: 2015049851/13.

(150057639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Grand International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 168.163.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la société tenue au siège social le 16 mars 2015

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour Mandat

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015049838/14.

(150057674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

GVM Debentures Lux 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 174.500.

Il résulte des résolutions circulaires du conseil d'administration de la Société prises en date du 30 mars 2015 que:

(i) le siège social de la Société est transféré du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2015;

(ii) l'adresse professionnelle de Monsieur Damien Nussbaum, directeur de la Société, est transférée du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2015; et

(iii) l'adresse professionnelle de Monsieur Peter Diehl, directeur de la Société, est transférée du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

GVM Debentures Lux 1 S.A.

Référence de publication: 2015049850/17.

(150057408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Venturi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 80.852.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015049573/9.

(150056521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Amcoll, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 159.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015049657/10.

(150057075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

SP Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 195.689.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the third day of February.

Before us Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Stichting SP Foundation, having its registered office at Strawinskyalaan 1749, 1077XX Amsterdam, The Netherlands, here represented by Fanny Kindler, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

“A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name SP Holding S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose. The purposes of the Company are limited to the following:

(a) to purchase, acquire, sell or otherwise dispose of, invest and trade (for its own account) in, hold, endorse, guarantee (in order to secure its own obligations), exchange, manage (for its own account), pledge (in order to secure its own obligations) and vote or otherwise take any action with respect to collateralized loan obligation debt, structured product debt and foreign exchange forward contracts;

(b) to incur indebtedness through the private issuance of one or more notes, secured by substantially all of its assets in favour of such noteholders;

(c) to negotiate, enter into, execute, deliver and perform, assume its obligations under, and perform its duties under, all agreements, instruments and other documents necessary or desirable to evidence, accomplish, or relating to, the foregoing activities and actions; and

(d) to engage in all additional activities and actions related or incidental to, or in furtherance of, the foregoing.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the sole shareholder adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the sole shareholder, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares**Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred euros (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company will recognize only one holder per share. The Company shall have one shareholder.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding the sole shareholder shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by the sole shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the sole shareholder.

7.2 The sole shareholder may not transfer less than all shares to a transferee.

7.3 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

C. Decisions of the sole shareholder

Art. 8. Decisions of the sole shareholder. The sole shareholder is vested with the powers expressly reserved to it by the Law (including powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law) and by these articles of association.

Art. 9. Quorum and vote. The sole shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

Art. 10. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of the sole shareholder.

D. Management**Art. 11. Composition and powers of the board of managers.**

11.1 The Company shall be managed by a board composed of not less than two (2) or more than three (3) managers, who need not be shareholders. All managers shall be independent from the Company's sole shareholder, investment manager and noteholders.

11.2 The board of manager is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the sole shareholder.

Art. 12. Appointment, removal and term of office of managers.

12.1 The managers shall be appointed by the sole shareholder who shall determine their remuneration and term of office.

12.2 The managers may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the sole shareholder.

Art. 13. Convening meetings of the board of managers.

13.1 The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

13.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

13.3 No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Art. 14. Conduct of meetings of the board of managers.

14.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

14.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

14.3 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

14.4 The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present at a meeting of the board of managers.

14.5 Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting and in the case of equality of votes, no manager, including without limitation the chairman, shall have a casting vote.

14.6 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 15. Minutes of the meeting of the board of managers. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by all managers or by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or any manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by all managers or by the chairman, if any, or by any manager.

Art. 16. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers at a meeting or by circular means within the limits of such delegation.

E. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 17. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the following year.

Art. 18. Annual accounts and allocation of profits.

18.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

18.2. Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

18.3 Sums contributed to a reserve of the Company by the sole shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

18.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

18.5 Upon recommendation of the board of managers, the sole shareholder shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Art. 19. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

19.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may

not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

19.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the sole shareholder subject to the provisions of the Law and these articles of association. Confirmed distributable reserves will be nominal.

F. Liquidation

Art. 20. Liquidation.

20.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the sole shareholder deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

20.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the sole shareholder.

G. Final clause - Governing law

Art. 21. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.”

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred 12,500 shares issued have been subscribed by Stichting SP Foundation aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is as of now available to the Company.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately 1,500.- euro.

Resolutions of the sole shareholder

The aforementioned person, representing the entire share capital of the Company and acting in place of the sole shareholder has immediately passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

- Aidan John Foley, A manager, born on 8 December 1976 in Waterford (Ireland), professionally residing at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg; and

- Tamas Horvath, B manager, born on 5 November 1977 in Magyar (Hungary), professionally residing at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille quinze, le trois février.

Par-devant nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Stichting SP Foundation, ayant son siège social au Strawinskyaan 1749, 1077XX Amsterdam, Pays-Bas,

dûment représentée par Fanny Kindler, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

«A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination SP Holding S.à r.l. (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet. Les objets de la Société sont limités à ce qui suit:

(a) acheter, acquérir, vendre, ou d'une autre manière investir et faire du commerce (pour son propre compte), détenir, approuver, garantir (afin de garantir ses propres obligations), échanger, gérer (pour son propre compte), gager (afin de garantir ses propres obligations) et voter ou d'une autre manière prendre toute mesure à l'égard d'obligation structurée adossée à un prêt, de produit de dette structuré et de contrats de change à terme;

(b) contracter des dettes par l'émission privée d'un ou plusieurs billets, garantis par la quasi-totalité de ses actifs en faveur des porteurs de billets;

(c) négocier, conclure, exécuter, livrer et effectuer, assumer ses obligations, et respecter ses obligations en vertu de, tous les accords, instruments et autres documents nécessaires ou souhaitables afin de prouver, accomplir ou conférer aux activités et opérations précitées; et

(d) se livrer à toutes les activités et opérations supplémentaires liées ou accessoires, ou dans l'objectif de ce qui précède.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'associé unique, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'associé unique, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'associé unique, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. La Société doit avoir un associé.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire de l'associé unique n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de l'associé unique pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé unique.

7.2 L'associé unique ne peut transférer que la totalité des parts sociales à un cessionnaire.

7.3 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

C. Décisions de l'associé unique

Art. 8. Décisions de l'associé unique. L'associé unique est investi des pouvoirs expressément réservés par la Loi (notamment les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi) et par les présents statuts.

Art. 9. Quorum et vote. L'associé unique a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

Art. 10. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord de l'associé unique.

D. Gérance

Art. 11. Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

11.1 La Société est gérée par un conseil composé par minimum deux (2) ou maximum trois (3) gérants, qui peuvent ne pas être associés. Tous les gérants doivent être indépendants vis-à-vis de l'associé unique de la Société, du gestionnaire et des porteurs de billets.

11.2 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'associé unique.

Art. 12. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

12.1 Les gérants sont nommés par l'associé unique qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

12.2 Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique.

Art. 13. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

13.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président, ou de deux gérants. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

13.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

13.3 Aucune convocation ne sera requise dans l'hypothèse où les tous les membres du conseil de gérance seront présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 14. Conduite des réunions du conseil de gérance.

14.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

14.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

14.3 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

14.4 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente à une réunion du conseil de gérance.

14.5 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion et en cas d'égalité des votes, aucun gérant, en ce compris notamment le président, le cas échéant, ne dispose d'une voix prépondérante.

14.6 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 15. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants ou par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président

temporaire, et le secrétaire (le cas échéant), ou par tout gérant. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront signés par tous les gérants ou par le président, le cas échéant, ou par tout gérant.

Art. 16. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature de deux (2) gérants, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/ auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance à l'occasion d'une réunion ou par voie circulaire, dans les limites de cette délégation.

E. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acompte sur dividendes

Art. 17. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de l'année suivante.

Art. 18. Comptes annuels et distribution des bénéfices.

18.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

18.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

18.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par l'associé unique peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

18.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pourcent (10%) du capital social.

18.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'associé unique décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

Art. 19. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

19.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état financier intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

19.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autre réserve distribuable peut être librement distribuée à l'associé unique conformément à la Loi et aux présents statuts. Les réserves distribuables confirmées se feront en nominal.

F. Liquidation

Art. 20. Liquidation.

20.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'associé unique ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement du passif de la Société.

20.2 Le surplus résultant de la réalisation des actifs et du paiement du passif sera distribué à l'associé unique.

G. Disposition finale - Loi applicable

Art. 21. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.»

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.

Souscription et paiement

Les douze mille cinq cents 12.500 parts sociales émises ont été souscrites par Stichting SP Foundation, susmentionnée, pour un prix de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès à présent à la disposition de la Société.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est entièrement affecté au capital social.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ 1.500 euros.

Résolutions de l'associé unique

La personne susmentionnée, représentant l'intégralité du capital social de la Société et agissant à la place de l'associé unique, a immédiatement adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Aidan John Foley, gérant A, né le 8 décembre 1976 à Waterford (Irlande), résidant professionnellement au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg; et

- Tamas Horvath, gérant B, né le 5 novembre 1977 à Magyar (Hongrie), résidant professionnellement au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande de la partie comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Kindler, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 06 février 2015. Relation: EAC/2015/3202. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015048813/374.

(150055556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

**SP Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. SP Holding S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 195.689.

In the year two thousand fifteen, on the seventeenth day of March.

Before us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Stichting SP Foundation, having its registered office at Strawinskylaan 1749, 1077XX Amsterdam, The Netherlands, here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, professionally residing in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of SP Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg trade and companies' register, having its registered office at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated on 3 February 2015 pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette (the "Company"). The articles of incorporation have not been amended since then.

The Sole Shareholder declares and requests the notary to record what follows:

First Resolution

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company into "SP Holdings S.à r.l."

Second Resolution

As a consequence of the foregoing, the Sole Shareholder resolves to amend article 1 of the articles of incorporation as follows:

" Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name SP Holdings S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association."

Whereof the present deed is drawn up in Esch/Alzette, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by name, first name, civil status and residence, this proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-septième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Stichting SP Foundation, ayant son siège social à Strawinskyaan 1749, 1077XX Amsterdam, Pays-Bas, dûment représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, résidant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, signée ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Cette partie comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique») de SP Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, non encore enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ayant son siège social à 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, constitué le 3 février 2015 suivant un acte passé par Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette (la «Société»). Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'Associé Unique déclare et requies le notaire de prendre acte de ce qui suit:

Première Résolution

L'Associé Unique décide de changer le nom de la Société en «SP Holdings S.à r.l.»

Deuxième Résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique décide de modifier l'article 1^{er} des statuts de la manière suivante:

« **Art. 1^{er}. Nom - Forme.** Il existe une société à responsabilité limitée sous le nom SP Holdings S.à r.l. (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.»

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 23 mars 2015. Relation: EAC/2015/6779. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015048814/71.

(150055556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

SOLIFIN (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 65.994.

—
Constitution 22 juillet 1998 (publication Mémorial: C 804 du 04 Novembre 1998)

Le bilan au 31 décembre 2013, le compte de profits et pertes pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Solifin (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2015050812/14.

(150058606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

**LAWRENCE CAPITAL CoopS.A.,SPF, Société Coopérative organisée comme une Société Anonyme -
Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 183.620.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 31 mars 2015

- Les mandats d'administrateur de catégorie A, Monsieur Paul DERREUMAUX, né le 23 octobre 1946 à F - Lys les Lannoy, et Madame Ramatou COULIBALY DERREUMAUX, née le 22 juillet 1948 à Kindia (Guinée), tous deux résidant rue 250 Maison 123 Magnambougou, Bamako, Mali, sont renouvelés pour une période d'un an. Ils viendront à échéance lors de l'assemblée générale statutaire devant se tenir en 2016;

- Les mandats des administrateurs de catégorie B, Monsieur Jean-Robert BARTOLINI, né le 10 novembre 1962 à L - Differdange, et Monsieur Etienne JOANNES, né le 5 mars 1976 à B - Saint Mard, tous deux avec adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L - 2086 Luxembourg, sont renouvelés pour une période d'un an. Ils viendront à échéance lors de l'assemblée générale statutaire devant se tenir en 2016;

- La société MAZARS LUXEMBOURG, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B - 159.962 et ayant son siège social au 10A rue Henri Schnadt, L - 2530 Luxembourg, est nommée comme Réviseur d'entreprise agréé de la Société, et sera chargée de la revue des comptes annuels et consolidés au 31 décembre 2015.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015049955/22.

(150057405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

HEVAF Master C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.012.600,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.573.

HEVAF LS 17 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 128.567.

MERGER PROJECT

The board of managers of HEVAF Master C S. à r. l., a Luxembourg company having its registered office at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with registration number RCS Luxembourg B 123.573, incorporated on December 28, 2006, pursuant to a deed of Maître Gerard Lecuit, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 510 of February 28, 2008, as amended for the last time on June 5, 2012 pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary in Luxembourg published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1726 of July 10, 2012, with a share capital of EUR 1,012,600, represented by ten thousand and twenty six (10,026) class A ordinary shares, fifty (50) class B ordinary shares and fifty (50) class C ordinary shares, with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100) each, all of which are fully paid up. No other securities giving the right to vote or granting special rights have been issued by HEVAF Master C S. à r. l. ("HEVAF Master C" or the "Absorbing Company"); and

the board of directors of HEVAF LS 17 S. à r. l., a Luxembourg company having its registered office in Luxembourg, 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registration number RCS Luxembourg B 128.567, incorporated on May 13, 2007 pursuant to a deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1522 of July 21, 2007, as amended for the last time on June 5, 2012, pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary then residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1769 dated July 13, 2012, having a share capital of EUR 12,500, represented by 125 shares with a nominal value of EUR 100 each, fully subscribed and paid. No other securities giving the right to vote or granting special rights have been issued by the pre-mentioned company ("HEVAF LS17" or the "Absorbed Company");

(HEVAF Master C and HEVAF LS17 together the "Merging Companies")

have, with regard to HEVAF Master C by the meeting of its board of managers held on 13 May 2015 and with regard to HEVAF LS17, by the meeting of its board of managers held on 13 May 2015, decided to submit to the approval by the shareholders of HEVAF Master C and HEVAF LS17, this

Merger Project

1) The Absorbing Company holds one hundred twenty five (125) shares of the Absorbed Company, representing one hundred percent (100%) of the share capital and voting rights of the Absorbed Company as of the date of the publication of this merger project in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations which will be on or around June 29, 2015.

2) Subject to the rights of the shareholders of the Absorbing Company set out in 8) below, the dissolution of the Absorbed Company and the cancellation of the shares of the Absorbed Company shall become effective between parties, and towards third parties in accordance with articles 279(1) a) and 273 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended (the "Law"), on or around June 29, 2015, being the date of the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the notarial certificate confirming that the conditions of merger are met (the "Effective Date"), and will lead simultaneously to the effects set out in article 274 of the Law.

3) The Absorbing Company proposes to absorb the Absorbed Company without issuance of new shares, by way of transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company, pursuant to the provisions of articles 257, 278 and following of the Law.

4) As from January 1, 2015, all operations and transactions of the Absorbed Company are considered for accounting and tax purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company.

5) As of the Effective Date, all rights and obligations of the Absorbed Company vis-à-vis third parties shall be taken over by the Absorbing Company, including employment contracts. The Absorbing Company will in particular take over debts as own debts and all payment obligations of the Absorbed Company. The rights and claims comprised in the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all securities, either in rem or personal, attached thereto.

6) The Absorbing Company shall from the Effective Date carry out all agreements and obligations of whatever kind of the Absorbed Company such as these agreements and obligations exist on the Effective Date and in particular carry out all agreements existing, if any, with the creditors of the Absorbed Company and shall be subrogated to all rights and obligations from such agreements.

7) Within one month from the publication of this merger project in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the shareholders of the Merging Companies have access at the registered offices of the Merging Companies to all documents listed in article 267 paragraph (1) a), b) and c) if applicable, of the Law and may obtain copies thereof, free of charge.

8) One or more shareholders of the Absorbing Company holding at least five percent (5%) of the subscribed share capital of the Absorbing Company may within the time period set out in 7) above request the convening of a shareholders' meeting of the Absorbing Company to decide whether to approve the proposed merger.

9) It is noted that the Absorbed Company has no employees.

10) The issued share capital of the Absorbing Company will not be amended as a consequence of the merger.

11) No special rights or advantages have been granted to the managers of the Merging Companies.

12) The mandate of the managers of the Absorbed Company will come to an end and full discharge will be granted to the managers of the Absorbed Company for the exercise of their mandates.

13) The Absorbing Company shall itself carry out all formalities, including such announcements as are prescribed by Law, which are necessary or useful to carry into effect the merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company. Insofar as required by Law or deemed necessary or useful, appropriate transfer instruments shall be executed by the Merging Companies to effect the transfer of the assets and liabilities transferred by the Absorbed Company to the Absorbing Company.

14) The expenses, costs, fees and charges resulting from the merger shall be borne by the Absorbing Company.

15) The books and records of the Absorbed Company will be held at the registered office of the Absorbing Company for the period legally prescribed.

16) As a result of the merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all its issued shares shall be cancelled.

The managers of the Merging Companies certify the existence and legality of the joint merger project and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging parties pursuant to the law.

Whereof, the present Merger Project is drawn up in Luxembourg, at the office of the Merging Companies, on the date named at the beginning of this document.

The managers of the Merging Companies who understand and speak English, state herewith that the present Merger Project is worded in English followed by a French translation; and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

Le conseil de gérance de HEVAF Master C S. à r. l., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 123.573, constituée le 28 décembre 2006, en vertu d'un acte passé par devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 510 du 28 février 2008, tel que modifié

pour la dernière fois le 5 juin 2012 selon un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire à Luxembourg publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1726 du 10 juillet 2012, avec un capital de 1.012.600 EUR, représenté par dix-mille vingt-six (10 026) ordinaires de classe A actions, cinquante actions ordinaires (50) de la classe B, cinquante (50) de classe C, les actions ordinaires d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes entièrement libérées. Aucun autre titre donnant droit de vote ou octroi de droits spéciaux n'a été émis par HEVAF Master C S. à r. l. («HEVAF Master C» ou la «Société Absorbante»);

Et

Le conseil de gérance de HEVAF LS 17 S. à r. l., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social à Luxembourg, 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 128.567, incorporée le 13 mai 2007, en vertu d'un acte passé par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1522 du 21 juillet 2007, tel que modifié pour la dernière fois le 5 juin 2012, en vertu à un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1769 en date du 13 juillet 2012, ayant un capital social de 12.500 EUR, représenté par 125 actions d'une valeur nominale de EUR 100 chacune, entièrement souscrites et libérées. Aucun autre titre donnant droit de vote ou octroi de droits spéciaux n'a été émis par la société pré-mentionnée («HEVAF LS17» ou la «Société Absorbée»);

(HEVAF Master C et HEVAF LS 17 ensemble les «Sociétés Fusionnantes»)

ont, pour HEVAF Master C par réunion de son conseil de gérance tenue le 13 mai 2015 et pour HEVAF LS17, par réunion de son conseil de gérance tenue le 13 mai 2015, décidé de soumettre à l'approbation des associés de HEVAF Master C et HEVAF LS17, ce

Projet de Fusion

1) La Société Absorbante détient cent vingt-cinq (125) actions de la Société Absorbée, représentant cent pourcent (100%) du capital social et des droits de vote de la Société Absorbée à la date de publication du présent projet de fusion, au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 29 juin 2015 ou aux alentours de cette date.

2) Sous réserve du respect des droits des actionnaires de la Société Absorbante tels qu'exposés à l'article 8 ci-après, la dissolution et l'annulation des actions de la Société Absorbée deviendront effectives entre parties, et à l'égard des tiers en conformité avec les articles 279(1) a) et 273 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), le 29 juin 2015 ou aux alentours de cette date, étant la date de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du certificat notarié confirmant que les conditions de la fusion sont remplies, (la «Date de Réalisation»), et emportera simultanément les effets prévus à l'article 274 de la Loi.

3) La Société Absorbante propose d'absorber la Société Absorbée sans émission d'actions nouvelles et par le transfert de l'ensemble des actifs et passifs de la Société Absorbée au bénéfice de la Société Absorbante, en application des dispositions des articles 257, 278 et suivants de la Loi.

4) A compter du 1^{er} janvier 2015, l'ensemble des opérations ainsi que des transactions réalisées par la Société Absorbée sont considérées, d'un point de vue comptable, comme ayant été accomplies au nom et pour le compte de la Société Absorbante.

5) A compter de la Date de Réalisation, l'ensemble des droits et obligations de la Société Absorbée à l'égard des tiers seront repris à son compte par la Société Absorbante, en ce compris tous contrats de travail. La Société Absorbante reprendra notamment à son compte les dettes, qu'elle considérera dès lors comme siennes, ainsi que toutes obligations de paiement de la Société Absorbée. Les droits et créances compris dans l'actif de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante, accompagnés de l'ensemble des sûretés réelles et/ou personnelles y attachées.

6) La Société Absorbante exécutera à compter de la Date de Réalisation l'ensemble des contrats et obligations de toutes natures de la Société Absorbée, tels que ces contrats et obligations existent à la Date de Réalisation (telle que définie ci-dessus), et exécutera notamment l'ensemble des contrats existant, le cas échéant, à l'égard des créanciers de la Société Absorbée, et sera subrogée dans l'ensemble des droits et obligations naissant de ces contrats.

7) Les actionnaires des Sociétés Fusionnantes se voient reconnaître le droit, durant une période d'un mois courant à compter de la date de publication du présent projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, de consulter au sièges sociaux des Sociétés Fusionnantes l'ensemble des documents visés à l'article 267 al. (1) a), b) et c) le cas échéant, de la Loi et d'en obtenir gratuitement copie.

8) Un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante détenant une participation au moins égale à cinq pourcent (5%) du capital souscrit de la Société Absorbante peut/peuvent, durant le délai visé à l'article 7) ci-dessus, solliciter la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante qui devra se prononcer sur l'approbation de la fusion.

9) Il est ici fait mention du fait que la Société Absorbante n'a aucun salarié.

10) Le capital social émis de la Société Absorbante ne sera pas augmenté en conséquence de la fusion.

11) Aucuns droits spécifiques n'ont été constitués au bénéfice des administrateurs/gérants des Sociétés Fusionnantes.

12) Il sera mis un terme aux mandats des gérants de la Société Absorbée, et une décharge intégrale leur sera accordée pour l'exercice de leur mandat de gérants de la Société Absorbée.

13) La Société Absorbée réalisera elle-même l'ensemble des formalités requises, en ce compris toute publication prescrites par la loi, qui seront nécessaires ou utiles à l'effet de la fusion ainsi qu'au transfert de l'ensemble des actifs et passifs de la Société Absorbée au bénéfice de la Société Absorbante. Dans la mesure où ceci serait prescrit par la loi, ou bien réputé nécessaire ou encore utile, les actes de transfert appropriés devront être conclus par les Sociétés Fusionnantes, à l'effet de permettre la réalisation du transfert de l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée au bénéfice de la Société Absorbante.

14) Les dépenses, coûts, frais et charges résultant de la fusion seront portés à la charge de la Société Absorbante.

15) Les documents et registres sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pour la durée légale prescrite.

16) En conséquence de la fusion, la Société Absorbée cessera d'exister de plein droit et les parts sociales émises par cette dernière seront annulées.

Les gérants de Sociétés Fusionnantes déclarent attester de l'existence et de la légalité du projet commun de fusion et de tous actes, documents et formalités incombant aux parties à la fusion conformément à la loi.

Les gérants de Sociétés Fusionnantes qui comprennent et parlent l'anglais, constatent par la présente que le présent projet de fusion est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

Référence de publication: 2015072458/169.

(150082534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

UMD United Medical Divisions SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 180.341.

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am sechsten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Zrinko Toljan, geboren am 5. März 1961 in Konjic (Kroatien), wohnhaft in Rötebuckweg 11, 79104 Freiburg.

Der Erschienene handelt in seiner Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „UMD United Medical Divisions SARL.“, mit Sitz in L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, welche gegründet wurde durch Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 5. September 2013, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2777 vom 6. November 2013.

Der Erschienene bat den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

Einleitende Bemerkung

Gemäß Geschäftsanteilsübertragungsvertrag aufgenommen durch Notar Richard Neuschwander, mit Amtssitz in Stuttgart am 21. Juli 2014 hat der Gesellschafter Rainer Gerhard Fath, Unternehmensberater, geboren in Herrenberg, am 24. Oktober 1965, wohnhaft in Herrenberger Straße 6, D-71083 Herrenberg, seine sämtlichen einhundertfünfundzwanzig (125) Anteile der Gesellschaft UMD United Medical Divisions SARL an Herrn Zrinko Toljan, geboren am 5. März 1961 in Konjic (Kroatien), wohnhaft in Rötebuckweg 11, 79104 Freiburg, zum Preise von einem Euro (EUR 1,-) abgetreten.

Eine Ablichtung des Geschäftsanteilsübertragungsvertrages nachdem sie ne varietur von allen Komparenten und dem amtierenden Notar unterzeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigebogen um mit derselben formalisiert zu werden.

Sodann fasst der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Der Gesellschafter beschließt den Rücktritt des Geschäftsführers Herrn Rainer Gerhard Fath, vorbenannt anzunehmen und erteilt ihm volle Entlastung für die Ausübung seines Mandates.

Zweiter Beschluss

Der Gesellschafter beschließt Herrn Filip Marusic, Diplomkaufmann, geboren in Split am 21. Dezember 1979, wohnhaft in Maulbronnerstraße, 25 in D-71063 Sindelfingen als neuen Geschäftsführer für unbestimmte Dauer zu ernennen.

Dritter Beschluss

Der Gesellschafter beschließt die durch Geschäftsanteilsübertragungsvertrag aufgenommen durch Notar Richard Neuschwander, mit Amtssitz in Stuttgart am 21. Juli 2014 getätigte Anteilsübertragung gemäß Artikel 7 der Satzung anzunehmen.

Alsdann erklärt Herr Filip Marusic, vorbenannt, hier vertreten durch Herrn Zrinko Toljan, vorbenannt, aufgrund einer Vollmacht ihm ausgestellt am 6. Februar 2015,

handelnd in seiner Eigenschaft als Geschäftsführer der Gesellschaft UMD United Medical Divisions SARL, dieser Anteilsübertragung zuzustimmen und in diesem Hinblick der Gesellschaft als zugestellt betrachten gemäß Artikel 1690 des „Code Civil“ und Artikel 190 vom Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Die vorbenannte Vollmacht, nachdem sie ne varietur durch den Komparenten und den amtierenden Notar unterzeichnet wurde, bleibt vorliegender Urkunde beigegeben, um mit derselben formalisiert zu werden.

Dritter Beschluss

Der Gesellschafter beschließt Artikel sechs der Satzung abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 6.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölf tausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,-) eingeteilt in einhundertfünfundzwanzig (125) Anteile mit einem Nennwert von je ein hundert Euro (EUR 100,-), welche Anteile durch den alleinigen Gesellschafter, Herr Zrinko Toljan, geboren am 5. März 1961 in Konjic (Kroatien), wohnhaft in Rötebuckweg 11, 79104 Freiburg gehalten werden.“

Kosten

Die Kosten, die Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Urkunde entstehen werden auf EUR 2.000,- geschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Komparenten, hat er gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Z. TOLJAN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 13 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4689. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 30. März 2015.

Référence de publication: 2015048856/59.

(150055943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

Metec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 21.173.

—
RECTIFICATIF

Cette version remplace l'acte déposé auprès du RCS sous la référence L150077760 le 7 mai 2015.

GEMEINSAMER VERSCHMELZUNGSPLAN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am neunundzwanzigsten April.

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Léonie GRETHEN, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Sind erschienen:

I. METEC S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, die am 30. Dezember 1983 gemäß notarieller Urkunde aufgenommen durch Maître Frank Baden, damals Notar mit Amtssitz in Luxemburg, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“) Nummer 36 vom 9. Februar 1990 veröffentlicht wurde, gegründet wurde und im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg unter der Nummer B 21.173 eingetragen ist,

hier vertreten durch Herrn Michel Nickels, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß eines Beschlusses des Verwaltungsrats vom 24. April 2015, welcher ne varietur von dem Bevollmächtigten der erschienen Person sowie dem amtierenden Notar paraphiert und dieser Urkunde beigegeben bleibt, sowie

II. Normann GmbH, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter deutschem Recht mit Sitz in Pempelfurtstrasse 1, D-40880 Ratingen, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf unter HRB 55833,

hier vertreten durch Herrn Michel Nickels, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, handelnd als bevollmächtigter Vertreter

gemäß eines Beschlusses des Geschäftsführungsrats vom 8. April 2015, welcher ne varietur von dem Bevollmächtigten der erschienenen Person sowie dem amtierenden Notar paraphiert und dieser Urkunde beigegeben bleibt.

Die erschienenen Personen, hier vertreten wie vorerwähnt, haben den Notar ersucht, den folgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan zu beurkunden.

Die Geschäftsführungen der METEC S.A. und der Normann GmbH stellen den folgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan auf:

I. Verschmelzungsplan Präambel

Die Metec S.A. (nachfolgend übertragende Gesellschaft) ist eine im luxemburgischen Handels- und Firmenregister (Registre de Commerce et des Sociétés - RCS) unter der Nummer B 21.173 eingetragene Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxemburg. Ihr voll eingezahltes Aktienkapital beträgt EUR 1.540.000. Alleinige Aktionärin der übertragenden Gesellschaft ist die Normann GmbH mit Sitz in Ratingen (Amtsgericht Düsseldorf, HRB 55833).

Die Normann GmbH (nachfolgend übernehmende Gesellschaft) ist eine im Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf unter HRB 55833 eingetragene Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in D-40880 Ratingen. Ihr voll eingezahltes Stammkapital beträgt EUR 25.000. Alleiniger Gesellschafter der übernehmenden Gesellschaft ist Herr Matthias Normann.

Die Satzung der übernehmenden Gesellschaft ist dieser Urkunde als Anlage 1 beigelegt.

Die übertragende Gesellschaft soll im Wege der grenzüberschreitenden Verschmelzung zur Aufnahme gemäß §§ 122a Abs. 2, 2 Nr. 1 UmwG und Artikel 261 ff. und 278 des abgeänderten luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften („LGG“) auf die übernehmende Gesellschaft verschmolzen werden.

§ 1. Vermögensübertragung; Verschmelzungstichtag.

1.1. Die übertragende Gesellschaft überträgt ihr Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten unter Auflösung ohne Abwicklung im Wege der Verschmelzung durch Aufnahme nach §§ 122a Abs. 2, 2 Nr. 1, 4 ff. UmwG und Artikel 261 ff. und 278 LGG auf die übernehmende Gesellschaft.

1.2. Die Vermögensübertragung erfolgt im Innenverhältnis mit Wirkung zum 1. April 2015 (Verschmelzungstichtag). Von diesem Zeitpunkt an gelten alle Handlungen der übertragenden Gesellschaft als für Rechnung der übernehmenden Gesellschaft vorgenommen.

1.3. Der Verschmelzung liegt die Bilanz der übernehmenden Gesellschaft vom 31. Dezember 2014 und der übertragenden Gesellschaft vom 31. März 2015 als Schlussbilanz zugrunde.

1.4. Die übernehmende Gesellschaft wird die in der Schlussbilanz der übertragenden Gesellschaft angesetzten Werte der durch die Verschmelzung übergangenen Aktiva und Passiva in ihrer handelsrechtlichen Rechnungslegung fortführen. Entsprechend werden die steuerlichen Buchwerte fortgeführt. Auch an spätere Änderungen der steuerlichen Buchwerte, etwa aufgrund einer steuerlichen Außenprüfung, sind die übertragende und die übernehmende Gesellschaft in ihren Steuerbilanzen gebunden. Die Verschmelzung erfolgt daher handels- und steuerbilanziell ohne Aufdeckung stiller Reserven.

§ 2. Gegenleistung. Eine Gewährung von Geschäftsanteilen als Gegenleistung für die Vermögensübertragung entfällt gemäß §§ 122a Abs. 2, 54 Abs. 1 Nr. 1 UmwG, da die übernehmende Gesellschaft die alleinige Gesellschafterin der übertragenden Gesellschaft ist. Die Angaben nach § 122c Abs. 1 Nr. 2, 3 und 5 UmwG entfallen gemäß § 122c Abs. 2 UmwG.

§ 3. Sonderrechte und -vorteile.

3.1. Es werden keine Rechte im Sinne von § 122c Abs. 2 Nr. 7 UmwG oder Artikel 261 (2) f) LGG für mit Sonderrechten ausgestattete Gesellschafter und Inhaber von anderen Wertpapieren als Geschäftsanteilen gewährt. Es sind auch keine Maßnahmen im Sinne der vorgenannten Vorschrift für solche Personen vorgesehen.

3.2. Es werden keine besonderen Vorteile im Sinne von § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG oder Artikel 261 (2) g) LGG für die Sachverständigen, die den Verschmelzungsplan prüfen, oder die Mitglieder der Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts- oder Kontrollorgane der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften gewährt.

§ 4. Auswirkungen der Verschmelzung auf die Beschäftigung.

4.1. Weder die übertragende Gesellschaft noch die übernehmende Gesellschaft beschäftigen Arbeitnehmer. Die Verschmelzung hat keine Auswirkungen auf die Beschäftigung.

4.2. Weder bei der übertragenden Gesellschaft noch bei der übernehmenden Gesellschaft besteht ein Betriebsrat. Damit entfällt eine Zuleitung des Verschmelzungsplans bzw. seines Entwurfs an die zuständigen Betriebsräte gemäß §§ 122a Abs. 2, 5 Abs. 3 UmwG und Artikel 265 (1) LGG.

4.3. Es sind keine weiteren Maßnahmen mit Auswirkungen auf die Arbeitnehmer und ihre Vertretungen vorgesehen.

§ 5. Rechte der Gläubiger der übertragenden und der übernehmenden Gesellschaft.

5.1. Die Rechte der Gläubiger der übernehmenden deutschen Normann GmbH ergeben sich aus § 122a Abs. 2 UmwG iVm. § 22 UmwG. Danach ist den Gläubigern der an der Verschmelzung beteiligten Normann GmbH Sicherheit zu leisten, wenn sie binnen sechs Monaten nach dem Tag, an dem die Eintragung der Verschmelzung in das Register des Sitzes der Normann GmbH nach § 122a Abs. 2 iVm. § 19 Abs. 3 UmwG als bekannt gemacht gilt, ihren Anspruch nach Grund und Höhe schriftlich anmelden. Dieses Recht steht den Gläubigern nur zu, wenn sie glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderungen gefährdet wird. Die Gläubiger sind in der Bekanntmachung der Eintragung der Verschmelzung bei der Normann GmbH gem. § 122a Abs. 2 iVm. § 22 Abs. 1 Satz 3 UmwG auf dieses Recht hinzuweisen. Das Recht, Sicherheitsleistung zu verlangen, steht Gläubigern nicht zu, die im Falle der Insolvenz ein Recht auf vorzugsweise Befriedigung aus einer Deckungsmasse haben, die nach gesetzlicher Vorschrift zu ihrem Schutz errichtet und staatlich überwacht ist.

Hinsichtlich des Anspruchs der Gläubiger ist unerheblich, ob dieser Anspruch auf Vertrag oder Gesetz beruht. Sicherheitsleistungen können aber nur Gläubiger eines so genannten obligatorischen Anspruchs verlangen. § 22 UmwG erfasst keine dinglichen Ansprüche, da insoweit der Gegenstand des dinglichen Rechts die Sicherheit darstellt. Der Inhalt der Forderung ist nur insoweit von Bedeutung, als diese einen Vermögenswert darstellen muss. Der zu sichernde Anspruch muss deshalb nicht notwendig unmittelbar auf Geld gerichtet sein, vielmehr besteht auch bei einem Anspruch auf Lieferung von Sachen oder sonstigen Leistungen ein Sicherheitsbedürfnis hinsichtlich eines später eventuell daraus resultierenden Schadensersatzanspruches.

Der Anspruch ist unmittelbar gegenüber der Normann GmbH unter deren Geschäftsanschrift Pempelfurtstr. 1, D-40880 Ratingen, Deutschland geltend zu machen. Hierzu ist eine genaue Beschreibung der dem Anspruch zu Grunde liegenden Forderung erforderlich, sodass eine Individualisierung ohne weitere Nachforschungen möglich ist.

Es wird darauf hingewiesen, dass die Sicherheitsleistung spätestens sechs Monate nach Bekanntmachung der Eintragung der Verschmelzung in das Handelsregister der Normann GmbH gefordert werden muss.

Unter der vorgenannten Anschrift können im Übrigen vollständige Auskünfte über die Modalitäten für die Ausübung der Rechte der Gläubiger und der Minderheitsgesellschafter eingeholt werden.

5.2. Nach luxemburgischen Recht können die Gläubiger der übertragenden Gesellschaft, deren Forderungen vor der Veröffentlichung der gemäß Artikel 273 (1) LGG veröffentlichten Verschmelzungsbescheinigung entstanden sind, gemäß Artikel 268 LGG innerhalb einer zweimonatigen Frist bei dem Vorsitzenden Richter des Bezirksgerichtes (tribunal d'arrondissement), in dessen Bezirk die übertragende Gesellschaft ihren Sitz hat, die Bestellung von Sicherheiten für fällige oder nicht fällige Forderungen beantragen, wenn glaubhaft bewiesen werden kann, dass die Verschmelzung ein Risiko für den Bestand der Forderung darstellt und die übertragende Gesellschaft keine ausreichenden Sicherheiten bereitgestellt hat.

Ausführliche Informationen über das Verfahren zur Ausübung der Rechte der Gläubiger, können kostenlos beim Sitz der übertragenden Gesellschaft gemäß Artikel 262 LGG angefordert werden.

§ 6. Kosten. Die durch die Verschmelzung und ihren Vollzug entstehenden Kosten, Steuern und Gebühren trägt die übernehmende Gesellschaft.

§ 7. Schlussvorschriften.

7.1. Die übertragende Gesellschaft hat keinen Grundbesitz. Die übertragende Gesellschafterin ist nicht Gesellschafterin einer Gesellschaft in der Rechtsform der GmbH.

7.2. Sollten einzelne Bestimmungen dieses Verschmelzungsplans ganz oder teilweise unwirksam sein oder werden, so soll dadurch die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen dieses Verschmelzungsplans nicht berührt werden. Das Gleiche gilt, soweit sich herausstellen sollte, dass dieser Verschmelzungsplan eine Regelungslücke enthält. An Stelle der unwirksamen oder der undurchführbaren Bestimmungen oder zur Ausfüllung der Lücke verpflichten sich die Parteien, eine angemessene Ersatzregelung zu vereinbaren, die dem Inhalt der nichtigen oder unwirksamen Bestimmung möglichst nahe kommt.

Stellungnahme

Der unterzeichnende Notar bestätigt hiermit die Gesetzmäßigkeit des vorliegenden Verschmelzungsplans gemäß Artikel 271(2) ff. des Luxemburgischen Gesetzes.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der übertragenden Gesellschaft aus Anlass dieser Akte entstehen werden, werden auf ungefähr dreitausendsiebenhundert Euro (EUR 3.700,-) geschätzt.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei, diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in englischer Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die deutsche Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxembourg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen hat dieser mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Folgt die englische Übersetzung des vorherstehenden Textes:

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of April.

Before the undersigned Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

I. METEC S.A., a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated on 30 December 1983 by a deed of Me Frank Baden, at such time notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, which was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 36 of 9 February 1990 and which is registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 21.173,

here represented by Mr. Michel Nickels, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to resolutions of the board of directors dated 24 April 2015 which after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing person and shall remain attached to the present deed, and

II. Normann GmbH, a Gesellschaft mit beschränkter Haftung existing under the laws of Germany with registered office at Pempelfurtstrasse 1, D-40880 Ratingen, Germany, registered with the commercial register of the the district court of Düsseldorf under number HRB 55833,

here represented by Mr. Michel Nickels, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to resolutions of the board of managers dated 8 April 2015 which after having been signed ne varietur by the appearing person and shall remain attached to the present deed.

The appearing persons, represented as aforementioned, requested the notary to record the following common draft terms of merger.

The board of directors of METEC S.A. and the board of managers of Normann GmbH have prepared the following common draft terms of merger:

**I. Terms of Merger
Preamble**

Metec S.A. (hereafter referred to as company being transferred) is a société anonyme under Luxembourg Law with its registered office in 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, and enrolled in the commercial register of Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés - RCS) under Number B 21.173. Its fully subscribed share capital is EUR 1,540,000. The sole shareholder of the company being transferred is Normann GmbH which has its registered office in Ratingen (District Court of Düsseldorf, HRB 55833).

Normann GmbH (hereafter referred to as absorbing company) is a limited liability company with its registered office in D-40880 Ratingen and enrolled in the commercial register of the Local Court of Düsseldorf under HRB 55833. Its fully subscribed share capital is EUR 25,000. The sole shareholder of the absorbing company is Mr Matthias Normann.

The Articles of Association of the absorbing company are attached to this deed as Appendix 1.

The company being transferred is to be merged by way of a cross-border merger by absorption in accordance with Sec. 122a para. 2, 2 no. 1 of German Transformation Act (Umwandlungsgesetz, UmwG) and article 261 ff. and 278 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended ("LCC") into the absorbing company.

§ 1. Transfer of assets; Merger Cut-off Date.

1.1. The company being transferred assigns all of its assets together with all rights and obligations by way of dissolution without liquidation by way of a merger by absorption to the absorbing company in accordance with Sec. 122a para. 2, 2 No. 1, 4 et seq. UmwG and article 261 ff. and 278 LCC.

1.2. In the companies' relations with each other, the transfer of assets is to take place on 1 April 2015 (Merger Cut-off Date). With effect from this date, all acts of the company being transferred will be considered as having been carried out for the account of the absorbing company.

1.3. The merger is based on the absorbing company's balance sheet as of 31 December 2014 and the balance sheet of the company being transferred as of 31 March 2015 as the closing balance sheet.

1.4. The absorbing company will carry forward in its own commercial law accounting system the values of the assets and liabilities transferred as a result of the merger reported in the balance sheet of the company being transferred. Accordingly, the book values for tax purposes will be carried forward. The transferring and the absorbing companies will also be bound by their fiscal accounts in subsequent changes to the book values for tax purposes, in the event of a tax audit, for example. The merger does not therefore entail the disclosure of hidden reserves, either in the commercial or in the fiscal accounts.

§ 2. Consideration. Pursuant to Sec. 122a para. 2, 54 para. 1 no. 1 UmwG, there is no grant of shares as a consideration in return for the transfer of assets since the absorbing company is the sole shareholder of the company being transferred. Pursuant to Sec. 122c para. 2 UmwG, information according Sec. 122c para. 1 no. 2, 3, 5 UmwG is not required.

§ 3. Special rights and advantages.

3.1. No rights within the meaning of Sec. 5 para. 1 no. 7 UmwG or article 261 (2) f LCC will be granted to shareholders enjoying special privileges and on holders of securities other than shares in the company. Nor are any measures within the meaning of the above regulation foreseen concerning such persons.

3.2. No special advantages within the meaning of Sec. 5 para. 1 no. 8 UmwG or article 261 (2) g LCC will be granted to experts auditing the draft terms of merger or the members of the administrative, management, supervisory, or controlling bodies of the companies involved in the merger.

§ 4. Repercussions of the merger on employment.

4.1. Both the company being transferred and the absorbing company do not have employees. The merger shall not have any impact on employment.

4.2. Both the company being transferred and the absorbing company do not have a works council. The requirement to forward the terms of merger or a draft of the same to the members of the works council in accordance with Sec 5 para. 3 UmwG and article 265 (1) LCC is therefore not applicable.

4.3. No further measures with implications for the employees and their representative bodies are foreseen.

§ 5. Rights of the creditors of the absorbed and of the absorbing company.

5.1. The rights of the creditors of the German absorbing Normann GmbH are set forth in Sec. 122a para. 2 UmwG, 22 UmwG. Pursuant to this provision security is to be provided to the creditors of Normann GmbH involved to the merger, provided they file their claim in writing, citing the merits and the amount of such claim, within six (6) months of the day on which the entry of the merger in the register kept at the registered seat of Normann GmbH has been published by notice pursuant to Sec. 122a para. 2, 19 para. 3 UmwG. However, the creditors shall be entitled to this right only if they demonstrate satisfactorily that the merger will jeopardise the performance of the claim they hold. Pursuant to Sec. 122a para. 2, 22 para. 1 UmwG, this right is to be indicated to the creditors in the publication by notice of the entry of the merger of Normann GmbH. Those creditors who are entitled to preferred satisfaction of their claims, in the event of insolvency, shall not be entitled to demand the provision of security out of cover funds that were created for their protection pursuant to the stipulations of the law and that are monitored by the state.

As to the claim of the creditors, it is irrelevant, whether this claim has a basis in law or contract. However, security is to be provided only to the creditors of a contractual claim. Sec. 22 UmwG does not include rights in rem, in this respect the subject of the right in rem constitutes the security. The content of the claim may only be of relevance in so far as the claim has to represent an asset. It is not necessary that the claim to be secured is directly based upon money, there is also a need for security with regard to claims for delivery of items or other services concerning any claims for damages potentially resulting from them.

The claim has to be presented directly to Normann GmbH at its business address Pempelfurtstr. 1, D-40880 Ratingen, Germany. The demand on which the claim is based, must be accurately described to enable the individualization without further investigation.

It is recalled that the provision of security must be requested within six (6) months of the day on which the entry of the merger in the register kept at the registered seat of Normann GmbH has been published by notice.

Complete information regarding the proceedings for the execution of the rights of creditors may be requested at the address given above.

5.2. In accordance with Luxembourg law, the creditors of the company being transferred, whose claims predate the date of publication of the notary certificate provided for in article 273 (1) LCC, may in accordance with article 268 LCC, apply within two months to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the company being transferred is located, to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, where they can credibly demonstrate that due to the merger the satisfaction of their claims is at stake and that no adequate safeguards have been obtained from the company being transferred.

Complete information regarding the proceedings for the execution of the rights of creditors may be requested, in accordance with article 262 LCC, free of charge, at the registered office of the company being transferred.

§ 6. Costs. The absorbing company will pay the costs, taxes and fees incurred as a result of the merger and its implementation.

§ 7. Concluding provisions.

7.1. The company being transferred does not own any real estate. The company being transferred is not shareholder of any company in the legal form of a GmbH.

7.2. Should individual provisions of these terms of merger be or become wholly or partly invalid, this will not affect the remaining provisions of these terms of merger. The same will apply should it emerge that there is an omission in the

terms of merger. The parties undertake to agree an appropriate replacement provision instead of the invalid or unenforceable provision or to remedy the omission that corresponds as far as possible with the contents of the void or invalid provision.

Statement

The undersigned notary hereby confirms the legality of the present merger proposal in accordance with article 271 (2) ff. LCC.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at three thousand seven hundred Euros (EUR 3,700.-).

The undersigned notary, who understands English states herewith that on request of the above mentioned party the present deed is worded in German followed by an English translation. In case of divergences between the German and the English texts, the German version will prevail.

WHEREOF, done in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said person signed together with the notary the present deed.

Signé: Nickels, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 1, le 30 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/13501. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Paul Molling.

Pour expédition conforme, délivrée sur demande à la société prénommée..

Luxembourg, le 6 mai 2015.

Suit les statuts de l'annexe 1:

Gesellschaftsvertrag

§ 1. Firma und Sitz.

(1) Die Firma der Gesellschaft lautet:

Normann GmbH

(2) Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Ratingen.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens.

(1) Gegenstand des Unternehmens sind

- die Verwaltung eigenen Vermögens,
- die Unternehmensberatung und die Geschäftsvermittlung,
- der Handel mit Waren und Gütern aller Art, insbesondere mit Weinen und anderen Genussmitteln.

(2) Die Gesellschaft ist berechtigt, alle Geschäfte und Rechtshandlungen vorzunehmen, die zur Erreichung des Gesellschaftszweckes dienlich oder das Unternehmen zu fördern geeignet erscheinen.

(3) Die Gesellschaft kann andere Unternehmen erwerben, sich an solchen beteiligen und deren Vertretung und Geschäftsführung übernehmen sowie Zweigniederlassungen errichten.

§ 3. Stammkapital. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt 25.000,00 EUR - in Worten: fünfundzwanzigtausend Euro

-.

§ 4. Dauer der Gesellschaft, Geschäftsjahr.

(1) Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit geschlossen.

(2) Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Eintragung der Gesellschaft in das Handelsregister und endet am 31. Dezember des gleichen Jahres.

§ 5. Kündigung.

(1) Jeder Gesellschafter kann die Gesellschaft mit einer Frist von sechs Monaten jeweils zum Ende eines jeden Kalenderjahres kündigen. Die Kündigung hat durch eingeschriebenen Brief zu erfolgen und ist sowohl an die Gesellschaft als auch an jeden anderen Gesellschafter zu richten.

(2) Kündigt ein Gesellschafter die Gesellschaft, so wird die Gesellschaft nicht aufgelöst, sondern von den verbleibenden Gesellschaftern allein fortgesetzt. Die verbleibenden Gesellschafter können jedoch auch die Auflösung der Gesellschaft beschließen. Wurde der Geschäftsanteil des durch die Kündigung ausscheidenden Gesellschafters nicht bis zum Ablauf der Kündigungsfrist übernommen oder eingezogen, so tritt die Gesellschaft in Liquidation.

§ 6. Verfügung über Geschäftsanteile.

(1) Jede Verfügung über einen Geschäftsanteil im ganzen oder Teile eines Geschäftsanteils oder über einzelne Rechte aus der Gesellschafterstellung ist nur mit Zustimmung der Gesellschaft zulässig. Die Gesellschafter fassen über diese Zustimmung Beschluss. Die Zustimmung wird von der Geschäftsführung erklärt.

(2) Der in Absatz (1) vorgesehene Zustimmung bedarf es nicht, wenn ein Gesellschafter seinen Geschäftsanteil oder einen Teil davon an einen anderen Gesellschafter abtritt.

(3) Bei Veräußerung eines Geschäftsanteils oder eines Teiles davon, ausgenommen in den Fällen, in denen nach vorstehendem Absatz (2) ohne Zustimmung der Gesellschaft eine Veräußerung möglich ist, ist der Geschäftsanteil zuvor den übrigen Gesellschaftern zum Kauf anzubieten. Das Angebot hat durch eingeschriebenen Brief zu erfolgen. Die Annahme des Angebotes muss durch die anderen Gesellschafter innerhalb eines Monats seit Zugang des Angebotes ebenfalls durch eingeschriebenen Brief erfolgen. Die Frist gilt als gewahrt, wenn der die Annahme enthaltende Brief innerhalb der Frist aufgegeben wurde.

Für die Ausübung des Ankaufsrechtes gelten die gesetzlichen Bestimmungen betreffend das Vorkaufsrecht sinngemäß mit der Maßgabe, dass der zur Zeit der Übertragung geltende Abfindungswert nach § 9 dieses Vertrages als vereinbarter Ankaufspreis gilt. Mehreren ankaufsberechtigten Gesellschaftern steht das Ankaufsrecht im Verhältnis ihrer Geschäftsanteile zu. Dabei kommt der Verzicht eines oder einzelner Gesellschafter den übrigen Gesellschaftern zugute. Etwaige unverteilbare Spitzenbeträge stehen dem Gesellschafter mit der größten Beteiligung zu.

(4) Machen alle berechtigten Gesellschafter von ihrem Ankaufsrecht keinen Gebrauch, so steht das Ankaufsrecht gemäß vorstehendem Absatz (3) der Gesellschaft zu. Die Gesellschaft kann den Geschäftsanteil nur erwerben, wenn sie beim Ankauf nicht gegen § 33 GmbHG verstößt.

Die Gesellschaft darf im Falle des Erwerbs eines eigenen Geschäftsanteils die mit dem eigenen Geschäftsanteil verbundenen Rechte nicht geltend machen. Dies gilt auch für die auf den eigenen Anteil entfallende Gewinnquote, die sofort bei der Gewinnverteilung den übrigen Gesellschaftern anteilig gutzuschreiben ist.

(5) Machen weder die übrigen Gesellschafter noch die Gesellschaft von ihrem Ankaufsrecht Gebrauch, so ist der anbietende Gesellschafter berechtigt, den Geschäftsanteil innerhalb von zwölf Monaten frei zu veräußern. Diese Frist wird ab dem Tage gerechnet, an dem die Annahmefrist für die erwerbsberechtigten Gesellschafter und die Gesellschaft fruchtlos abgelaufen ist.

§ 7. Einziehung von Geschäftsanteilen.

(1) Die Gesellschafter können die Einziehung eines Geschäftsanteils mit Zustimmung des betroffenen Gesellschafters jederzeit beschließen.

(2) Der Zustimmung des betroffenen Gesellschafters bedarf es nicht, wenn:

1. über sein Vermögen das Insolvenzverfahren eröffnet oder der Antrag auf Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgewiesen wird,
2. die Zwangsvollstreckung in seinen Geschäftsanteil betrieben wird und der betroffene Gesellschafter die Vollstreckungsmaßnahme nicht innerhalb einer Frist von zwei Monaten zur Aufhebung bringt,
3. in der Person des Gesellschafters ein wichtiger Grund vorliegt, der die Fortsetzung der Gesellschaft mit ihm unzumutbar macht oder wenn der Gesellschafter erheblich gegen diesen Vertrag verstößt,
4. ein Gesellschafter verstirbt und sein Geschäftsanteil nicht auf einen Mitgesellschafter übergeht,
5. ein Gesellschafter die Gesellschaft kündigt.

Über die Einziehung in diesen Fällen beschließt die Gesellschafterversammlung.

(3) Statt der Einziehung nach Maßgabe der vorstehenden Absätze (1) und (2) kann die Gesellschaft - soweit sie gegen die Bestimmung des § 33 GmbH-Gesetz nicht verstößt - beschließen, den Geschäftsanteil selbst zu erwerben. Sie kann auch verlangen, dass der Geschäftsanteil auf eine von ihr zu benennende Person zu übertragen ist.

(4) Die Beschlüsse gemäß vorstehenden Absätzen (2) und (3) können nur innerhalb von drei Monaten gefasst werden, nachdem den übrigen Gesellschaftern der Einziehungsgrund bekannt geworden ist. Im Fall des Todes eines Gesellschafters beginnt die Frist jedoch erst mit der Kenntnis der Gesellschaft von den Erben zu laufen.

(5) Die Höhe des Abfindungsbetrages für einen gemäß vorstehendem Absatz (2) einzuziehenden und der Kaufpreis für einen gemäß dem vorstehendem Absatz (3) zu übertragenden Geschäftsanteil errechnen sich nach § 9 dieses Vertrages.

(6) Der betroffene Gesellschafter hat bei der Beschlussfassung über die Einziehung oder Abtretung seines Geschäftsanteils in den in vorstehenden Absätzen genannten Fällen kein Stimmrecht. Die der Gesellschaft durch die Einziehung erwachsenden Kosten gehen zu Lasten des von der Einziehung betroffenen Gesellschafters.

§ 8. Erbfolge.

(1) Beim Tode eines Gesellschafters kann gemäß § 7 dieses Vertrages unter den dort genannten Voraussetzungen der Geschäftsanteil des verstorbenen Gesellschafters gegen Entgelt eingezogen oder von der Gesellschaft verlangt werden, dass der Geschäftsanteil an die Gesellschaft selbst oder an eine von ihr zu benennende Person abgetreten wird. Beschließt die Gesellschafterversammlung nicht fristgerecht die Einziehung oder Abtretung des Geschäftsanteils des verstorbenen Gesellschafters, so wird die Gesellschaft mit den Erben fortgesetzt. Die Erben können den Geschäftsanteil des verstor-

benen Gesellschafter sodann unter sich aufteilen, ohne dass es hierzu einer Genehmigung durch die Gesellschafter oder die Gesellschaft bedarf.

(2) Ist der Geschäftsanteil eines verstorbenen Gesellschafter auf mehrere Personen übergegangen, ruhen sämtliche Rechte aus diesem Geschäftsanteil, bis diese Personen der Gesellschaft einen gemeinschaftlichen Bevollmächtigten benannt haben, der ihre Rechte in der Gesellschaft ausübt, oder sie den Geschäftsanteil unter sich aufgeteilt haben. Zur Teilung von Geschäftsanteilen verstorbener Gesellschafter unter den Erben ist eine Genehmigung der Gesellschaft nicht erforderlich.

§ 9. Abfindung ausgeschiedener Gesellschafter.

(1) Bei Einziehung oder Abtretung eines Geschäftsanteils nach den Bestimmungen dieses Vertrages ist dem ausscheidenden Gesellschafter eine Abfindung in Höhe des seinem Geschäftsanteil entsprechenden anteiligen Unternehmenswertes zu zahlen. Kommt beim Ausscheiden eines Gesellschafter eine Einigung über die dem ausscheidenden Gesellschafter oder seinen Rechtsnachfolgern zu zahlende Abfindung und/oder die Zahlungsweise nicht zustande, so entscheidet über die Höhe und/oder die Zahlungsweise der Abfindung ein Wirtschaftsprüfer oder eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft als Schiedsgutachter. Der Schiedsgutachter wird auf Antrag einer der Parteien von der örtlich zuständigen Industrie und Handelskammer bestimmt. Die Anteilsbewertung erfolgt auf der Grundlage einer Unternehmensbewertung nach den dann geltenden Bewertungsgrundsätzen des Instituts der Wirtschaftsprüfer, Düsseldorf, oder seines Nachfolgers, derzeit IDW S 1 vom 18.10.2005. Stehen derartige Bewertungsgrundsätze nicht mehr zur Verfügung, so bestimmt der Schiedsgutachter die Bewertungsmethode. Der Schiedsgutachter bestimmt auch Einzelheiten der Konkretisierung der Bewertungsgrundsätze. Von dem ermittelten Unternehmens- bzw. Anteilswert ist ein Abschlag von fünfundzwanzig vom Hundert zum Unternehmensschutz zu machen. Der Schiedsgutachter kann bestimmen, dass der Abfindungsbetrag in zeitlich gestreckten Teilbeträgen bei angemessener Verzinsung zu zahlen ist. Die Kosten des Schiedsgutachtens tragen die Gesellschaft zur einen und der ausscheidende Gesellschafter bzw. seine Rechtsnachfolger zur anderen Hälfte.

(2) Die nach Abs. (1) zu zahlende Abfindung soll maximal vier Millionen Euro betragen. Für den Fall, dass sich seit der Gründung der Gesellschaft der Verbraucherpreisindex für Deutschland, der vom Statistischen Bundesamt in Wiesbaden festgestellt wird (Basis 2000 = 100) oder der an seine Stelle tretende Index bis zu dem Zeitpunkt des Ausscheidens eines Gesellschafter um mehr als 10% erhöht oder ermäßigt, so sind die Gesellschaft und der ausscheidende Gesellschafter bzw. seine Rechtsnachfolger verpflichtet, den vorgenannten Geldbetrag von vier Millionen Euro in angemessener Weise anzupassen. Kommt über eine Neufestsetzung binnen zwei Monaten nach Aufforderung eines Beteiligten keine Einigung zustande, so entscheidet über die Neufestsetzung ein von der örtlich zuständigen Industrie- und Handelskammer benannter Sachverständiger nach Maßgabe des § 316 BGB.

§ 10. Geschäftsführung und Vertretung.

(1) Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, ist dieser alleinvertretungsberechtigt. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich oder durch einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten.

(2) Durch Gesellschafterbeschluss kann einem oder mehreren Geschäftsführern Einzelvertretungsbefugnis erteilt werden.

(3) Geschäftsführer können durch Gesellschafterbeschluss von den Beschränkungen des § 181 BGB befreit werden.

(4) Zuständig für die Bestellung und Einstellung sowie für die Abberufung eines Geschäftsführers ist ausschließlich die Gesellschafterversammlung.

(5) Die Bestimmungen in Absätzen (1) bis (4) gelten entsprechend im Falle der Liquidation der Gesellschaft für den oder die Liquidatoren.

§ 11. Gesellschafterversammlung.

(1) Beschlüsse der Gesellschafter werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, soweit das Gesetz oder dieser Gesellschaftsvertrag nicht zwingend eine höhere Stimmenmehrheit vorschreiben. In der Gesellschafterversammlung gewähren je 50,00 EUR - in Worten: fünfzig Euro - eines Geschäftsanteils eine Stimme.

(2) Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in Versammlungen gefasst.

Außerhalb von Versammlungen können sie, soweit nicht zwingendes Recht eine andere Form vorschreibt, sowohl durch Stimmabgabe in Schriftform (§ 126 BGB), in elektronischer Form (§ 126a BGB) oder in Textform (§ 126b BGB) als auch durch mündliche- auch fernmündliche-Abstimmung gefasst werden. Eine Kombination der vorgenannten Beschlussformen in einem Beschluss ist zulässig (kombinierte Beschlussfassung). Ein Gesellschafter kann einem Beschlussverfahren außerhalb von Versammlungen widersprechen.

(3) Soweit über Gesellschafterbeschlüsse nicht eine notarielle Niederschrift aufgenommen wird, ist über jeden außerhalb von Gesellschafterversammlungen gefassten Beschluss - einschließlich kombinierter Beschlüsse - (zu Beweiswecken, nicht als Wirksamkeitsvoraussetzung) unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen, welche den Tag und die Form der Beschlussfassung, den Inhalt des Beschlusses und die Stimmabgaben anzugeben hat. Die Niederschrift ist jedem Gesellschafter abschriftlich unverzüglich zuzusenden.

(4) Zu den Gesellschafterversammlungen sind die Gesellschafter durch die Geschäftsführung mit eingeschriebenen Brief mindestens drei Wochen vorher zu laden.

Die Frist beginnt mit dem Tag der Absendung des Einladungsschreibens.

(5) Jeder Gesellschafter kann sich in der Gesellschafterversammlung, insbesondere bei der Ausübung des Stimmrechtes, durch einen bevollmächtigten anderen Gesellschafter oder durch eine bevollmächtigte zur Berufsverschwiegenheit verpflichtete sachkundige Person vertreten lassen oder in deren Beistand erscheinen.

§ 12. Jahresabschluss, Ergebnisverwendung.

(1) Die Geschäftsführung hat innerhalb der gesetzlichen Frist nach Ablauf eines Geschäftsjahres den Jahresabschluss für das vergangene Geschäftsjahr aufzustellen und ihn den Gesellschaftern zu übersenden.

(2) Über die Feststellung des Jahresabschlusses beschließt die Gesellschafterversammlung. Sie beschließt auch über die Ergebnisverwendung, also darüber, inwieweit der Jahresüberschuss zuzüglich eines Gewinnvortrags und abzüglich eines Verlustvortrags in Gewinnrücklagen eingestellt, als Gewinn vorgetragen oder an die Gesellschafter ausgeschüttet wird. Der ausgeschüttete Gewinn steht den Gesellschaftern entsprechend ihren Geschäftsanteilen zu.

§ 13. **Befreiung vom Wettbewerbsverbot.** Den Gesellschaftern und den Geschäftsführern der Gesellschaft kann Befreiung vom Wettbewerbsverbot erteilt werden. Über Art und Umfang der Befreiung beschließen die Gesellschafter mit einfacher Mehrheit.

§ 14. **Bekanntmachungen.** Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen nur im elektronischen Bundesanzeiger.

§ 15. **Gründungsaufwand.** Die Gründungskosten (Kosten des Notars nach der Kostenordnung, Gerichtskosten beim Registergericht und Bekanntmachungskosten) trägt die Gesellschaft bis zu einem geschätzten Betrag von 1.000,00 EUR; etwa darüber hinausgehende Gründungskosten tragen die Gesellschafter.

§ 16. Schlussbestimmungen.

(1) Im übrigen gelten die Bestimmungen des GmbH-Gesetzes, soweit dieser Gesellschaftsvertrag nichts Abweichendes bestimmt.

(2) Sollten einzelne Bestimmungen dieses Vertrages unwirksam sein oder werden, so wird dadurch die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen nicht berührt. Anstelle der unwirksamen Bestimmung soll eine andere vereinbart werden, die unter Berücksichtigung des im übrigen unveränderten Vertragsinhaltes der ursprünglich beabsichtigten Regelung in rechtlich zulässiger Weise am nächsten kommt. Dasselbe gilt im Falle einer Lücke. Soweit eine gesetzliche Bestimmung die Einhaltung einer bestimmten Form erfordert, sind die Gesellschafter verpflichtet, am formgerechten Zustandekommen einer solchen Ersatzbestimmung mitzuwirken.

Hiermit ist der Gesellschaftsvertrag festgestellt.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 1, le 30 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/13501. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Paul Molling.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 6 mai 2015.

Référence de publication: 2015072618/442.

(150082008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

QLux Aviation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 285.525,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 138.693.

Il résulte des résolutions circulaires du conseil de gérants de la Société prises en date du 30 mars 2015 que:

(i) le siège social de la Société est transféré du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2015; et

(ii) l'adresse professionnelle de Monsieur Peter Diehl, gérante de la Société, est transférée du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

QLux Aviation S.à r.l.

Référence de publication: 2015050094/16.

(150057516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

BFF Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 196.716.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of May.

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

CCP III Acquisition Luxco S.à r.l., a société à responsabilité limitée having an issued capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) with registered office at 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies,

represented by Mr Frank Stolz-Page, professionally residing in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg on 5 May 2015.

Such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders. The Company will exist under the name of “BFF Lux Holdings S.à r.l.”.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.00) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorization of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the “Class A Managers”) or class B Managers (the “Class B Managers”).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The

foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the first day of the month of June.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in

writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial Year, Financial Statements, Distribution of Profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid-in
CCP III Acquisition Luxco S.à r.l.	EUR 12,500	12,500	EUR 12,500
Total:	EUR 12,500	12,500	EUR 12,500

The amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Transitory Provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December 2015.

Shareholders' Resolutions

First Resolution

The sole shareholder resolved to establish the registered office at 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The sole shareholder resolved to set at four (4) the number of Manager(s) and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- Ms Yasemin Bulut, born on 18 May 1984 in Charleville-Mezieres (France), professionally residing at 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, as Class A Manager;
- Mr Ben Langworthy, born on 12 August 1978 in Massachusetts (USA), professionally residing at 63 Brook Street, London W1K 4HS, UK, as Class A Manager;
- Mr Luigi Sbrozzi, born on 30 November 1982 in Milan (Italy), professionally residing at 63 Brook Street, London W1K 4HS, UK, as Class B Manager; and,
- Ms Anita Lyse, born on 4 October 1976 in Alesund, (Norway), professionally residing at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, as Class B Manager.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed, together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le cinquième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

CCP III Acquisition Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) ayant son siège social au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 5 mai 2015; laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «BFF Lux Holdings S.à r.l.».

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège

ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou Gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signés par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserà tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant (s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. Des Associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le premier jour du mois de juin.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice Social, Comptes Annuels, Distribution des Bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi Applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Associés	Capital souscrit	Nombre de parts sociales	Montant libéré
CCP III Acquisition Luxco S.à r.l.	EUR 12.500,-	12.500	EUR 1,-
Total:	EUR 12.500,-	12.500	EUR 1,-

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre 2015.

Décisions de l'associé unique Première Résolution

L'associé unique a décidé d'établir le siège social au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième Résolution

L'associé unique a décidé de fixer à quatre (4) le nombre de Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes pour une période indéterminée:

- Madame Yasemin Bulut, née le 18 mai 1984 à Charleville-Mezieres (France), avec pour adresse professionnelle le 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de Catégorie A;
- Monsieur Ben Langworthy, né le 12 août 1978 à Massachusetts (USA), avec pour adresse professionnelle le 63 Brook Street, Londres W1K 4HS, Royaume-Uni, en qualité de Gérant de Catégorie A;
- Monsieur Luigi Sbrozzi, né le 30 novembre 1982 à Milan (Italie), avec pour adresse professionnelle le 63 Brook Street, Londres W1K 4HS, Royaume-Uni, en qualité de Gérant de Catégorie B; et,
- Madame Anita Lyse, née le 4 octobre 1976 à Alesund, (Norvège), avec pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de Catégorie B.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher, A.C., le 8 mai 2015. GAC/2015/3975. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 13 mai 2015.

Référence de publication: 2015072179/608.

(150082493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

RZ Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 78.726.

—
EXTRAIT

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

Karim Van den Ende

Administrateur

Référence de publication: 2015049475/13.

(150056896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Swiss Life Funds (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 69.186.

—
This notice is important and requires your immediate attention. If you are in any doubt about its content, please consult your stockbroker, bank manager, solicitor, accountant or other financial adviser.

Luxembourg, 13 May 2015

Notice to Shareholders of Maturity Guaranty 2019+2 (the "Sub-Fund") of Swiss Life Funds (LUX) (the "Company")

We hereby inform you that the board of directors of the Company (the "Board") has decided, in accordance with Article 24.A of the articles of incorporation of the Company and the provisions of the Company's prospectus ("Prospectus"), to liquidate the Sub-Fund on 21 May 2015 ("Effective Date"). Accordingly, no new subscription into the Sub-Fund will be allowed from the date of this notice.

The Sub-Fund has indeed been Cashed-Out (as defined in the supplement relating to the Sub-Fund in Appendix 1 of the Prospectus) since 2 September 2011. Following the Swiss National Bank's decision of 15 January 2015 to undertake an interest-rate reduction, the current yields of the debt securities which may be invested in with respect to the Sub-Fund have fallen to a negative level. In this interest-rate environment, it has become impossible for the Sub-Fund to meet its investment objective of long-term capital appreciation and reasonable income. Possible growth of the NAV is very unlikely in the current economic and monetary situation. Therefore, the Board decided that it is in the best interest of the Shareholders to compulsorily repurchase all of the Shares in the Sub-Fund at the Guaranteed Minimum Redemption Price (as defined in the supplement relating to the Sub-Fund in Appendix 1 of the Prospectus) (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses). This decision permits you to obtain the reimbursement of your Shares at the highest Net Asset Value per Share since the launch of the Sub-Fund immediately rather than at the maturity of the Sub-Fund, without being locked up in the Sub-Fund until 2019.

In reaching this decision, the Directors have sought the views of the portfolio manager of the Sub-Fund, Swiss Life Asset Management AG, which has confirmed this course of action.

As a result, on the Effective Date any outstanding Shares in the Sub-fund will be compulsory redeemed at the Guaranteed Minimum Redemption Price (as defined in the supplement relating to the Sub-Fund in Appendix 1 of the Prospectus) that is equal to the highest Net Asset Value per Share since launch of the Sub-Fund (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses).

Shareholders may redeem their Shares in the Sub-Fund until the Effective Date. However, the attention of the Shareholders is drawn to the fact that if they redeem their Shares prior to the Effective Date, the redemption will be processed at a Net Asset Value of the Shares applicable as of the date of such redemption (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) which might be less than the Guaranteed Minimum Redemption Price to be paid as liquidation proceeds as set out in the supplement relating to the Sub-Fund in Appendix 1 of the Prospectus. It is therefore strongly advised not to redeem Shares before the Effective Date.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries at the closure of the liquidation (which could last up to 9 months) will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Any costs or expenses incurred in the liquidation of the Sub-fund will be borne by the Management Company - Swiss Life Fund Management (LUX) S.A.

Capitalised terms used in this notice shall have the meaning ascribed to them in the current Prospectus, unless the context otherwise requires.

Shareholders in the Fund are advised to consult their tax advisers regarding the effect of, if any, the closure as well as any consequences of investing in a Luxembourg-based fund in light of their individual circumstances.

Please contact Özkan Akcaöz (oekzan.akcaoez@swisslife.ch or +41 43 284 7667) if you have any questions regarding this communication.

Board of Directors of
Swiss Life Funds (LUX)

Référence de publication: 2015072081/49.

Savoia S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 80.031.

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth of March.

Before Us, Maitre REUTER, notary residing in Luxemburg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of
SAVOIA S.à r.l.

a Luxembourg company (société à responsabilité limitée) with registered office in L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll,

registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 80.031 (the "Company").

The Company was incorporated by deed enacted on the 19th of December 2000, inscribed on January 19, 2001 at trade register Luxembourg section B number 80.031, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, no. 640, p. 30674 on August 16, 2001.

The meeting is presided by Thibault DAXHELET.

The chairman appoints as secretary Caroline RAMIER.

and the meeting elects as scrutineer Jeff FELLER.

The chairman requests the notary to act that:

I. the entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Shareholders represented at the Meeting considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

II. the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;
2. Dissolution of the Company and decision to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire);
3. Appointment of ALTER DOMUS LIQUIDATION SERVICES S. À R.L., as liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company (the "Liquidator");
4. Determination of the powers of the Liquidator and determination of the liquidation procedure of the Company;
5. Discharge of the managers of the Company for the performance of their respective mandates; and
6. Miscellaneous.

The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring themselves to have perfect knowledge of the agenda which was communicated to them in advance of the Meeting.

61726

Second resolution

The Meeting resolves with immediate effect to dissolve the Company and to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire).

Third resolution

The Meeting resolves to appoint ALTER DOMUS LIQUIDATION SERVICES S. À R.L., having its registered office in L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, registered with the RC de Luxembourg under B 142.389, as liquidator (liquidateur) of the Company.

Fourth resolution

The Meeting resolves to confer on the Liquidator the broadest powers set forth in articles 141 et seq. of the amended Luxembourg law on Commercial Companies dated August 10th, 1915 (the "Law").

The Meeting also resolves to instruct the Liquidator, to the best of its abilities and with regard to the circumstances, to realise all the assets and to pay the debts of the Company.

The Meeting further resolves that the Liquidator shall be entitled to execute all deeds and carry out all operations in the name of the Company.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator, on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver, and perform the obligations under, any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments in cash or in kind of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders, in accordance with article 148 of the Law.

Fifth resolution

The Meeting resolves to grant a full discharge to the managers for the performance of their respective mandates until the date hereof.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written. The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, the proxy holder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mil quinze, le seize mars.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire associés de la société à responsabilité limitée

SAVOIA S.à r.l.

établie et ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll,

constituée suivant acte reçu le 19 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 640, p. 30674 du 16 août 2001.

L'assemblée est présidée par Thibault DAXHELET.

Le président désigne comme secrétaire Caroline RAMIER.

et l'assemblée choisit comme scrutateur Jeff FELLER.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés à l'assemblée générale, les procurations des associés représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Il ressort de la liste de présence que l'intégralité du capital social de la Société est présente ou représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut délibérer et décider valablement sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du Jour

1. Renonciation aux formalités de convocation

2. Dissolution de la Société et décision de mise en liquidation volontaire de la Société;
3. Nomination de la société ALTER DOMUS LIQUIDATION SERVICES S. À R.L., comme liquidateur;
4. Détermination des pouvoirs du liquidateur et de la procédure de liquidation de la société;
5. Décharge aux administrateurs de la Société dans les limites de leurs mandats;
6. Divers

Ainsi, l'assemblée générale des associés, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des votes présents, les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'entièreté du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les actionnaires représentés se considérant dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué en avance.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de procéder à la dissolution de la Société et de mettre ainsi volontairement la Société en liquidation (la «Liquidation»)

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de nommer la société ALTER DOMUS LIQUIDATION SERVICES S. À R.L., établie et ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 5, Rue Guillaume Kroll, inscrite Au RC de Luxembourg sous le numéro B142.389 à la fonction du liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Quatrième résolution

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 141 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi"). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'associé unique décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux associés de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Lorsque la Liquidation sera terminée, le Liquidateur préparera un rapport à l'assemblée générale conformément à l'article 151 de la Loi.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide d'accorder décharge aux gestionnaires pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'à la date des présentes.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, le Président a déclaré clos le présent procès-verbal.

Frais

Les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de 1.100.-€ (mille cent euros).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite à la comparante ainsi qu'aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signés: T.DAXHELET, C.RAMIER, J.FELLER, K.REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 mars 2015. Relation: 2LAC/2015/6568. Reçu douze euros 12.-

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME

LUXEMBOURG, le 31 März 2015.

Référence de publication: 2015050130/137.

(150057785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Mineral Assets Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 186.513.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement des actionnaires de la société, tenue en date du 17 mars 2015, que

L'assemblée a pris note de la démission du commissaire aux comptes KSANTEX S. à r. l. (immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B152619) avec effet au 17 mars 2015 à minuit.

L'assemblée a décidé de nommer en tant que nouveau Commissaire aux Comptes la société SEPPRA INVEST S. à r. l. (immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B169294), avec siège social établi au 51, rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg, à compter du 18 mars 2015. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2015.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015050007/20.

(150057749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pan-European Logistics Venture, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2530 Gasperich, 4A, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 196.680.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat sous seing privé en date du 13 avril 2015 que la société en commandite spéciale Pan-European Logistics Venture (la «Société») a été constituée ce même jour.

1. La dénomination de la Société est Pan-European Logistics Venture.

2. L'objet de la Société est «la recherche de revenus courants et la conservation du capital par le biais d'acquisition, de détention et de cession de participations immobilières et d'actifs en rapport avec des biens immobiliers, ainsi que l'administration, le développement et la gestion de ces participations.

Les objectifs d'investissement doivent être déterminés par l'associé commandité conformément à l'article 5 du contrat et doivent être déclarés dans le Mémoire.

La Société est qualifiée comme fonds d'investissement alternatif en vertu de la Loi AIFM.

Plus généralement, la Société peut effectuer toutes les activités liées directement ou indirectement à son objet, et jugées utiles et nécessaires à l'accomplissement de son objet, restant toujours dans les limites prévues par la Loi AIFM.»

3. La date de constitution de la Société est le 13 avril 2015, la Société est établie pour une durée limitée qui prendra fin le 15 novembre 2020.

4. L'associé commandité de la Société est TH Real Estate PELV GP, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 4a rue Henri Schnadt, L-2530 Gasperich, Grand Duché de Luxembourg et est Immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B196164.

5. Le siège social de la Société est situé au 4a rue Henri Schnadt, L-2530 Gasperich, Grand Duché de Luxembourg,

6. Le gérant de la Société est TH Real Estate PELV GP (associé commandité et gérant).

7. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du Gérant représenté par un ou plusieurs agents nommés, ou par la signature d'une autre personne à laquelle le pouvoir a été délégué par le Gérant. Le gérant a été nommé le 13 avril 2015 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pan-European Logistics Venture

Référence de publication: 2015071856/32.

(150081919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.
